ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice le 23 décembre 1949 d'une demande d'avis sur un projet de loi portant revision des tableaux du personnel de la Cour de cassation, des cours d'appel, des tribunaux de première instance et des tribunaux de commerce, a donné en sa séance du 16 janvier 1950 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 23 e December 1949 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet houdende herziening van de tabellen van het personeel van het Hof van Verbreking, van de Hoven van Beroep, van de Rechtbanken van eerste aanleg en van de Rechtbanken van Koophandel, heeft ter zitting van 16 Januari 1950 het volgend advies gegeven :

I.

L'article 3 du projet reproduit presque textuellement les dispositions correspondantes de la loi du 12 mai 1937, article 2, ainsi que des arrêtés-lois des 17 et 31 janvier 1945 et du 10 décembre 1945.

Etant donné que les tableaux prévoient des conseillers de complément aux cours d'appel, il conviendrait de reproduire également la disposition de ces lois relative aux présentations par le conseil provincial.

II.

Comme le gouvernement a l'intention de maintenir en vigueur l'article 2 de la loi du 27 juillet 1938 relative à l'organisation judiciaire, le Conseil d'Etat propose d'abroger complètement cette loi et de reprendre les dispositions faisant l'objet du susdit article 2 afin de grouper, dans une même loi, tous les textes relatifs au personnel des cours et tribunaux dont question au projet.

Tel est l'objet de l'article 5 proposé par le Conseil d'Etat.

III.

En ce qui concerne l'article 5 du projet, le Conseil d'Etat propose de mentionner expressément les dispositions qui doivent être abrogées.

IV.

La loi du 9 mai 1949 relative aux magistrats autorisés à accepter une fonction judiciaire dans un organisme international est applicable, "nonobstant toute disposition légale limitant le nombre des magistrats".

Il en résulte que le présent projet ne porte aucune atteinte à cette loi.

V.

En ce qui concerne les tableaux annexes, leur intitulé devra être mis en concordance avec l'intitulé du projet.

D'autre part, l'addition figurant au bas de chaque colonne est un élément de statistique qui n'ajoute rien au texte et qui devrait être supprimé.

*
*  *

Pour le surplus, le projet n'appelle que des modifications de forme dont il a été tenu compte dans le texte ci-après proposé :

PROJET DE LOI RELATIF AU PERSONNEL DE LA COUR DE CASSATION, DES COURS D'APPEL, DES TRIBUNAUX DE PREMIERE INSTANCE ET DES TRIBUNAUX DE COMMERCE.

CHARLES, Prince de Belgique,
Régent du Royaume,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition du Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Le Ministre de la Justice est chargé de présenter en notre Nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

./...

Article 1er.-

Le personnel de la Cour de cassation, des cours d'appel, des tribunaux de première instance et des tribunaux de commerce, est fixé conformément aux tableaux annexés à la présente loi.

Article 2.-

Il ne peut être pourvu aux places de magistrat de complément prévues par les tableaux annexés à la présente loi que jusqu'au 31 décembre 1954.

Article 3.-

Le magistrat nommé à une place de complément est choisi parmi les candidats réunissant les conditions légales requises du titulaire de la place correspondante dans le cadre ordinaire de la magistrature; il en a le rang et jouit du traitement y afférent.

Avant d'entrer en fonctions, il prête le serment légal. Il prend rang dans le cadre des magistrats titulaires de sa qualité au fur et à mesure des vacances qui se produisent et sans nouvelle prestation de serment.

L'ordre de présentation par le conseil provincial des conseillers à la cour d'appel n'est pas modifié; les candidats aux places de conseiller de complément à la cour d'appel seront présentés par le conseil provincial aux places qui seront à conférer à dater du jour de la mise en vigueur de la présente loi.

Article 4.-

La réduction du personnel judiciaire s'effectuera au fur et à mesure des vacances. Les magistrats nommés, élus ou institués avant la mise en vigueur de la présente loi continuent l'exercice de leurs fonctions.

Article 5.-

Nonobstant les dispositions qui précèdent, le Roi peut nommer des magistrats de complément pour remplir les

fonctions des magistrats belges autorisés à accepter un poste dans la magistrature de la Colonie, par application de l'article 33 de la loi du 18 octobre 1908 sur le gouvernement du Congo belge.

Article 6.-

Sont abrogés :

1° l'article 120 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire, réimprimée en vertu de l'arrêté royal du 22 février 1892 et modifiée par l'article 52, § 1er, de la loi du 15 juin 1935;

2° les mots "le personnel" figurant dans les articles 16, 32 et 68 de la même loi;

3° les dispositions relatives au personnel, figurant dans les tableaux des tribunaux de première instance, des tribunaux de commerce et des cours d'appel, annexés à la même loi;

4° la loi du 15 juin 1894 portant création d'une troisième chambre au Tribunal de commerce séant à Anvers;

5° la loi du 27 juin 1895 portant augmentation du personnel des Tribunaux de commerce de Bruxelles, Gand et Liège;

6° la loi du 21 août 1895 augmentant d'un substitut le personnel du parquet de Courtrai;

7° l'article 1er de la loi du 11 septembre 1895 augmentant de deux conseillers le personnel de la Cour d'appel de Bruxelles et modifiant l'article 70 de la loi du 18 juin 1870;

8° la loi du 24 mars 1898 augmentant le personnel du Tribunal de première instance de Liège;

9° la loi du 27 avril 1898 augmentant le personnel des Tribunaux de première instance de Bruxelles, Anvers et Charleroi;

10° la loi du 7 mars 1899 créant une quatrième chambre à chacun des Tribunaux de commerce d'Anvers et de Bruxelles;

11° la loi du 24 juin 1899 portant augmentation du personnel de divers tribunaux;

12° la loi du 6 mai 1900 portant création d'une cinquième chambre au Tribunal de première instance de Charleroi;

13° la loi du 23 mai 1902 portant augmentation du personnel de divers tribunaux;

14° l'article 4 de la loi du 17 août 1903 modifiant la loi d'organisation judiciaire du 18 juin 1869 et augmentant le personnel de la Cour d'appel de Bruxelles;

15° la loi du 24 août 1905 portant augmentation du personnel du Tribunal de première instance de Bruxelles et du personnel du Tribunal de commerce de Verviers;

16° la loi du 5 mars 1906 augmentant le personnel de la Cour d'appel de Bruxelles et le personnel des Tribunaux de première instance d'Anvers, d'Audenarde, de Charleroi, de Liège et de Mons;

17° la loi du 18 août 1907 augmentant le personnel de certains tribunaux et créant une nouvelle place de président de chambre à la Cour d'appel de Bruxelles, à l'exception de l'article 3, alinéa 3;

18° la loi du 3 août 1909 relative à l'augmentation du personnel des Tribunaux de première instance de Bruxelles et d'Anvers;

19° la loi du 3 août 1909 augmentant le personnel des Tribunaux de commerce de Bruxelles, d'Anvers, de Gand et de Liège;

20° la loi du 12 août 1911 augmentant le personnel des Tribunaux de première instance de Charleroi, de Mons, de Bruges, d'Anvers, de Malines, de Termonde, et élevant le Tribunal de première instance de Charleroi à la 1ère classe, à l'exception de l'article 2, alinéa 1er;

21° la loi du 12 septembre 1913 augmentant le personnel des cours et de certains tribunaux;

22° l'arrêté-loi du 12 juin 1916 créant une quatrième place de juge suppléant au Tribunal de première instance d'Ypres;

23° l'arrêté royal du 20 mars 1918 créant une quatrième place de juge au Tribunal de première instance d'Ypres;

24° l'article 1er de la loi du 28 janvier 1921 augmentant le personnel de la Cour d'appel de Liège;

25° la loi du 14 mars 1921 augmentant le personnel des Tribunaux de première instance de Bruxelles, de Huy, de Mons et de Verviers, et prolongeant le délai de nomination des substituts de complément et des référendaires adjoints de complément ;

26° la loi du 14 juin 1926 augmentant le personnel du Tribunal de première instance de Verviers;

27° la loi du 20 juillet 1926 de surséance à certaines nominations judiciaires, en ce qui concerne le personnel de la Cour de cassation, des cours d'appel, des tribunaux de première instance et des tribunaux de commerce ;

28° la loi du 28 juin 1927 augmentant le nombre des vice-présidents et des juges au Tribunal de commerce de Bruxelles;

29° les articles 3, 4, 5 et 6 de la loi du 18 août 1928 prorogeant les lois temporaires d'organisation judiciaire et la loi de surséance à certaines nominations judiciaires, ainsi que l'article 2 en ce qui concerne le personnel de la Cour de cassation, des cours d'appel, des tribunaux de première instance et des tribunaux de commerce;

30° les articles 3, 5 et 9 de la loi du 29 mars 1929 apportant des modifications à l'organisation judiciaire;

31° la loi du 17 juin 1930 portant modification à l'organisation judiciaire;

32° les articles 1er et 2 de la loi du 2 juillet 1930 modifiant certaines dispositions des lois d'organisation judiciaire;

33° l'arrêté royal n°93 du 6 février 1935 créant près la Cour d'appel de Liège une place de substitut du procureur général de complément, modifié par l'article 2 de l'arrêté royal n°259 du 24 mars 1936;

34° l'article 1er de l'arrêté royal n°176 du 14 juin 1935 créant une place de substitut du procureur du Roi de complément au Tribunal de première instance de Bruxelles et autorisant à nommer aux places de juge de paix du 3e canton, à Bruges, et de greffier de la justice de paix à Tamise., modifié par l'article 3 de l'arrêté royal n°259 du 24 mars 1936;

35° l'arrêté royal n°201 du 24 août 1935 fixant à dix le nombre des présidents de chambre à la Cour d'appel de Bruxelles;

36° l'arrêté royal n°259 du 24 mars 1936 portant création de places de substitut du procureur général de complément à Bruxelles et à Liège et de substitut du procureur du Roi de complément à Bruxelles et à Anvers;

37° la loi du 14 avril 1938 relative à l'organisation judiciaire;

38° __ la loi du 27 juillet 1938 relative à l'organisation judiciaire;

39° l'arrêté-loi du 17 janvier 1945 autorisant le Roi à nommer à des places de complément dans le ressort de la Cour d'appel de Bruxelles;

40° les arrêtés-lois du 31 janvier 1945 autorisant le Roi à nommer à des places de magistrats de complément respectivement dans le ressort de la Cour d'appel de Liège et dans le ressort de la Cour d'appel de Gand;

41° l'arrêté-loi du 10 décembre 1945 autorisant le Roi à nommer à des places de magistrats de complément dans le ressort de la Cour d'appel de Liège;

42° l'arrêté-loi du 8 juin 1946 relatif au nombre de conseillers des Cours d'appel de Gand et de Liège;

43° l'article 13 de la loi du 1er juin 1949 maintenant certaines dispositions légales en vigueur nonobstant la remise de l'armée sur pied de paix.".

Donné à , le

PAR LE REGENT :

Le Ministre de la Justice,

I.

Artikel 3 van het ontwerp neemt nagenoeg woordelijk de overeenkomstige bepalingen over uit de wet van 12 Mei 1937, artikel 2, alsmede uit de besluitwetten van 17 en 31 Januari 1945 en van 10 December 1945.

Vermits in de tabellen nog melding is gemaakt van toegevoegde raadsheren in de hoven van beroep, neme men eveneens de bepaling dezer wetten over, welke betrekking hoeft op de voordracht door de provinciale raad.

II.

Daar het in de bedoeling van de Regering ligt artikel 2 van de wet van 27 Juli 1938 op de rechterlijke inrichting in werking te doen blijven, stelt de Raad van State voor deze wet volledig op te heffen, het in voornoemd artikel 2 bepaalde over te nemen en aldus alle teksten betreffende het personeel van de hoven en rechtbanken, waarvan het ontwerp spreekt, in een zelfde wet samen te brengen.

Dit is het voorwerp van het door de Raad van State voorgesteld artikel 5.

III.

De Raad van State stelt voor in artikel 5 van het ontwerp de op te heffen bepalingen uitdrukkelijk te vermelden.

IV.

De wet van 9 Mei 1949 betreffende de magistraten die er toe gemachtigd zijn een rechterlijk ambt bij een internationaal

.../...

organisme te aanvaarden, is van toepassing "niettegenstaande elke wettelijke bepaling tot beperking van het aantal magistraten".

Daaruit volgt dat het onderhavig ontwerp geen enkele inbreuk maakt op deze wet.

V.

De titel van de tabellen welke bij het ontwerp zijn gevoegd, dienen in overeenstemming te brengen met de titel van het ontwerp.

Voorts is de samentelling onderaan elke kolom een statistisch gegeven die niets aan de tekst toevoegt en derhalve dient te worden weggelaten.

*
* *

Voor het overige zijn aan het ontwerp slechts vormwijzigingen te brengen die in de hierna voorgestelde tekst zijn opgenomen :

ONTWERP VAN WET BETREFFENDE HET PERSONEEL VAN HET HOF VAN VERBREKING, VAN DE HOVEN VAN BEROEP, VAN DE RECHTBANKEN VAN EERSTE AANLEG EN VAN DE RECHTBANKEN VAN KOOPHANDEL.

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Op de voordracht van de Minister van Justitie,

.../...

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

De Minister van Justitie wordt er mede belast in Onze Naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

Artikel 1.-

Het personeel van het Hof van verbreking, van de hoven van beroep, van de rechtbanken van eerste aanleg en van de rechtbanken van koophandel wordt vastgesteld overeenkomstig de bij deze wet gevoegde tabellen.

Artikel 2.-

Aanstelling tot de plaatsen van bijgevoegd magistraat, bepaald in de tabellen welke bij deze wet zijn gevoegd, mag slechts geschieden tot 31 December 1954.

Artikel 3.-

De in een bijgevoegde plaats benoemde magistraat wordt gekozen onder de candidaten die voldoen aan de wettelijke voorwaarden, vereist van de titularis van de overeenkomstige plaats in het gewone kader van de magistratuur ; hij heeft dezelfde rang en geniet de er aan verbonden wedde.

Alvorens in dienst te treden,legt hij de wettelijke eed af. Hij neemt in het kader van de magistraten met dezelfde ambtstitel zijn rang in naarmate er plaatsen openvallen en zonder nieuwe eedaflegging.

Aan de orde van voordracht door de provinciale raad van de raadsheren in het hof van beroep wordt geen wijziging gebracht ; de candidaten voor de plaatsen van bijgevoegd raadsheer in het hof van beroep worden voorgedragen door de provinciale raad voor

.../...

de plaatsen welke met ingang van de dag, waarop deze wet in werking treedt, te begeven zijn.

Artikel 4.-

Het rechterlijk personeel wordt verminderd naarmate er plaatsen openvallen. De magistraten die vóór het inwerkingtreden van deze wet werden benoemd, verkozen of aangesteld, blijven hun ambt verder waarnemen.

Artikel 5.-

Niettegenstaande de voorafgaande bepalingen, kan de Koning bijgevoegde magistraten benoemen om de functies waar te nemen van de Belgische magistraten die, bij toepassing van artikel 33 van de wet van 18 October 1908 op het gouvernement van Belgisch-Congo, er toe gemachtigd zijn een ambt in de magistratuur van de Kolonie te aanvaarden.

Artikel 6.-

Opgeheven worden :

1° artikel 120 van de wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting, herdrukt krachtens het koninklijk besluit van 22 Februari 1892 en gewijzigd bij artikel 52, § 1, van de wet van 15 Juni 1935 ;

2° de woorden "het personeel" in de artikelen 16, 32 en 68 van dezelfde wet ;

3° de bepalingen betreffende het personeel, die voorkomen in de bij dezelfde wet gevoegde tabellen der rechtbanken van eerste aanleg, der rechtbanken van koophandel en der hoven van beroep ;

4° de wet van 15 Juni 1894 houdende oprichting van een derde kamer bij de Rechtbank van koophandel zitting houdend te Antwerpen ;

.../...

5° de wet van 27 Juni 1895 houdende vermeerdering van het personeel der Handelsrechtbanken van Brussel, Gent en Luik ;

6° de wet van 21 Augustus 1895 waarbij het personeel van het parket van Kortrijk met een substituut vermeerderd wordt ;

7° artikel 1 van de wet van 11 September 1895 tot vermeerdering van het personeel van het Hof van beroep te Brussel met twee raadsheren en tot wijziging van artikel 70 van de wet van 18 Juni 1870 ;

8° de wet van 24 Maart 1898 tot vermeerdering van het personeel der Rechtbank van eerste aanleg van Luik ;

9° de wet van 27 April 1898 houdende vermeerdering van het personeel der Rechtbanken van eerste aanleg van Brussel, Antwerpen en Charleroi ;

10° de wet van 7 Maart 1899 tot oprichting ener vierde kamer bij iedere der Handelsrechtbanken van Antwerpen en Brussel ;

11° de wet van 24 Juni 1899 houdende vermeerdering van het personeel van verschillende rechtbanken ;

12° de wet van 6 Mei 1900 tot instelling ener vijfde kamer bij de Rechtbank van eerste aanleg te Charleroi ;

13° de wet van 23 Mei 1902 tot vermeerdering van het personeel van enkele rechtbanken ;

14° artikel 4 van de wet van 17 Augustus 1903 tot wijziging van de wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting en tot vermeerdering van het personeel van het Hof van beroep te Brussel ;

15° de wet van 24 Augustus 1905 tot vermeerdering van het personeel der Rechtbank van eerste aanleg te Brussel en van het personeel der Handelsrechtbank te Verviers ;

16° de wet van 5 Maart 1906 tot vermeerdering van het personeel van het Hof van beroep te Brussel en van het personeel van

.../...

de Rechtbanken van eerste aanleg te Antwerpen, te Oudenaarde, te Charleroi, te Luik en te Bergen ;

17° de wet van 18 Augustus 1907 tot vermeerdering van het personeel van enkele rechtbanken en tot instelling ener nieuwe plaats van kamervoorzitter in het Beroepshof te Brussel, met uitzondering van artikel 3, lid 3 ;

18° de wet van 3 Augustus 1909 omtrent de personeelvermeerdering in de Rechtbanken van eerste aanleg te Brussel en Antwerpen ;

19° de wet van 3 Augustus 1909 tot versterking van het personeel der Handelsrechtbanken te Brussel, Antwerpen, Gent en Luik ;

20° de wet van 12 Augustus 1911 tot vermeerdering van het personeel der Rechtbanken van eerste aanleg te Charleroi, Bergen, Brugge, Antwerpen, Mechelen, Dendermonde, en tot verheffing der Rechtbank van eerste aanleg te Charleroi tot de 1e klasse, met uitzondering van artikel 2, lid 1 ;

21° de wet van 12 September 1913 houdende vermeerdering van het personeel van de hoven en van sommige rechtbanken ;

22° de besluitwet van 12 Juni 1916 houdende instelling van een vierde plaats van plaatsvervangend rechter bij de Rechtbank van eerste aanleg te Ieper ;

23° het koninklijk besluit van 20 Maart 1918 tot instelling van een vierde plaats van rechter bij de Rechtbank van eerste aanleg te Ieper ;

24° artikel 1 van de wet van 28 Januari 1921 tot vermeerdering van het personeel van het Hof van beroep te Luik ;

25° de wet van 14 Maart 1921 waarbij het personeel der Rechtbanken van eerste aanleg te Brussel, Hoei, Bergen en Verviers vermeerderd en de termijn voor het benoemen van bijgevoegde substituten en van bijgevoegde adjunct-referendarissen verlengd wordt ;

.../...

26° de wet van 14 Juni 1926 tot vermeerdering van het personeel van de Rechtbank van eerste aanleg te Verviers ;

27° de wet van 20 Juli 1926 tot schorsing van sommige benoemingen tot rechter, wat betreft het personeel van het Hof van verbreking, van de hoven van beroep, van de rechtbanken van eerste aanleg en van de rechtbanken van koophandel ;

28° de wet van 28 Juni 1927 tot vermeerdering van het aantal ondervoorzitters en rechters in de Rechtbank van koophandel te Brussel ;

29° de artikelen 3, 4, 5 en 6 van de wet van 18 Augustus 1928 tot verlenging van de tijdelijke wetten betreffende de rechterlijke inrichting en van de wet betreffende de schorsing van sommige benoemingen tot rechter, alsmede van artikel 2 wat betreft het personeel van het Hof van verbreking, van de hoven van beroep, van de rechtbanken van eerste aanleg en van de rechtbanken van koophandel ;

30° de artikelen 3, 5 en 9 van de wet van 29 Maart 1929 tot wijziging van de rechterlijke inrichting ;

31° de wet van 17 Juni 1930 tot wijziging van de rechterlijke inrichting ;

32° de artikelen 1 en 2 van de wet van 2 Juli 1930 tot wijziging van sommige bepalingen van de wetten op de rechterlijke inrichting ;

33° het koninklijk besluit nr 93 van 6 Februari 1935 waarbij een plaats van bijgevoegd substituut-procureur-generaal wordt opgericht bij het Hof van beroep te Luik, gewijzigd bij artikel 2 van het koninklijk besluit nr 259 van 24 Maart 1936 ;

34° artikel 1 van het koninklijk besluit nr 176 van 14 Juni 1935 waarbij een plaats van bijgevoegd substituut-procureur des Konings bij de Rechtbank van eerste aanleg te Brussel wordt opgericht en waarbij machtiging wordt verleend om te voorzien in de plaats van vrederechter van het derde kanton Brugge en van griffier van het vredegerecht te Temsche, gewijzigd bij artikel 3 van het koninklijk besluit nr 259 van 24

.../...

Maart 1936 ;

35° het koninklijk besluit nr 201 van 24 Augustus 1935 waarbij het aantal kamervoorzitters in het Hof van beroep te Brussel op tien wordt bepaald ;

36° het koninklijk besluit nr 259 van 24 Maart 1936 waarbij te Brussel en te Luik een plaats van bijgevoegd substituut-procureur-generaal en te Brussel en te Antwerpen plaatsen van bijgevoegd substituut-procureur des Konings worden opgericht ;

37° de wet van 14 April 1938 betreffende de rechterlijke inrichting ;

38° de wet van 27 Juli 1938 betreffende de rechterlijke inrichting ;

39° de besluitwet van 17 Januari 1945 waarbij aan de Koning machtiging wordt verleend tot het benoemen tot plaatsen van bijgevoegd magistraat in het ressort van het Hof van beroep te Brussel ;

40° de besluitwetten van 31 Januari 1945 waarbij aan de Koning machtiging wordt verleend tot het benoemen tot plaatsen van bijgevoegd magistraat onderscheidenlijk in het ressort van het Hof van beroep te Luik en in het ressort van het Hof van beroep te Gent ;

41° de besluitwet van 10 December 1945 waarbij aan de Koning machtiging wordt verleend tot het benoemen tot plaatsen van bijgevoegd magistraat in het ressort van het Hof van beroep te Luik ;

42° de besluitwet van 8 Juni 1946 betreffende het aantal raadsheren in de Hoven van beroep te Gent en te Luik ;

43° artikel 13 van de wet van 1 Juni 1949 waarbij sommige wettelijke bepalingen gehandhaafd worden niettegenstaande het terugbrengen van het leger op vredesvoet.

Gegeven te , de .

VANWEGE DE REGENT :

De Minister van Justitie,

Etaient présents : Waren aanwezig :

Messieurs : J. SUETENS, président du Conseil d'Etat, président
De Heren : voorzitter van de Raad van State, voorzitter

V. DEVAUX, conseillers d'Etat,
M. SOMERHAUSEN, raadsheren van State,

L. FREDERICQ, assesseurs de la section de législation,
G. DOR, bijzitters van de afdeling wetgeving

G. PIQUET, greffier adjoint, greffier
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,
(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,
(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister
de la Justice.
van Justitie.

Le janvier 1950.
Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Januari 1950.
De Griffier van de Raad van State,

K. MEES.